Bilan Mesures Miroirs & Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne

	Propositions	Bilan de la PFUE	Échéances et véhicules juridiques identifiés
Enjeu de réciprocité des normes de production dans la politique de commerce international de l'UE	**Partager collectivement un diagnostic et une vision de l'enjeu à l'échelle européenne et démontrer la faisabilité juridique des mesures et clauses miroirs.**	**Avancées obtenues** → De nouveaux États membres alliés de la France sur le sujet (Espagne, Autriche, Irlande). → Un rapport publié par la Commission européenne qui confirme que les mesures et clauses miroir sont politiquement souhaitables et juridiquement possibles.	→ Propositions de législations sectorielles listées ci-dessous. → Conditionnalité tarifaire des accords commerciaux.
PESTICIDES	**Interdiction des importations de denrées traitées avec des substances non approuvées par la règlementation européenne** A minima, abaissement des LMR au seuil de détection pour les substances interdites.	**Aucune avancée concrète obtenue** → Le sujet est mentionné dans le rapport de la CE sans feuille de route	→ Règlement sur l'utilisation durable des pesticides (Règlement SUR, 2022, proposition publiée par la CE le 22/06, examen S2) → Législation cadre sur la durabilité des systèmes alimentaires (S2, 2023) → Révision des règles relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires durables (2024)
	Fin des tolérances à l'importation	**Aucune avancée obtenue**	
	Fin des dérogations permettant l'usage de substances trop dangereuses pour la santé ou l'environnement	**Aucune avancée obtenue** → Difficile d'avancer sur ce point durant la PFUE, certains États membres ayant activé cette possibilité dans le contexte de la guerre en Ukraine	
	Interdiction de la production, stockage et exportation depuis l'UE de pesticides non autorisés	**Aucune avancée obtenue** → La France qui a décidé d'appliquer une telle interdiction au niveau national pourrait porter le sujet dans le règlement SUR	

ÉLEVAGE	**Interdiction effective des importations de viandes issues d'animaux traités aux antibiotiques promoteurs de croissance.**	**Aucune avancée obtenue à l'échelle de l'UE** → La France n'est pas parvenue à accélérer l'adoption de l'acte délégué nécessaire à la mise en œuvre de l'article 118 du règlement sur les médicaments vétérinaires. → Elle a pris la décision d'appliquer cette règle à l'échelle nationale en anticipation de la mesure européenne.	→ Règlement concernant la mise à disposition sur le marché de l'Union ainsi que l'exportation depuis l'Union de certains matières premières et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts
	Interdiction des importations de viandes provenant d'animaux n'ayant pas fait l'objet d'une identification et d'un suivi tout au long de leur vie et qui peuvent avoir été élevés au sein d'élevages responsables de déforestation	→ **Une réponse partielle initiée pendant la PFUE, en lien avec l'enjeu de lutte contre la déforestation importée.** → Proposition de règlement sur la déforestation importée en cours d'examen au Parlement européen et au Conseil	
BIEN-ÊTRE ANIMAL	**Réciprocité en matière de durée de transport terrestre** - repos obligatoire de 1h après 14 heures de transport / repos obligatoire de 24 heures après 2e période de 14 heures de transport **Et de densité de chargement pendant le transport** -adaptée à chaque espèce	→ Une dynamique impulsée, à concrétiser dans la révision de la législation Bien-être animal attendue fin 2023 et la conditionnalité des accords commerciaux	→ Révision de la législation existante en matière de bien-être des animaux, y compris les transport et l'abattage (T4 2023) → Proposition législative visant à supprimer progressivement l'utilisation de systèmes de cages pour divers animaux (2023)
Clauses miroirs dans des accords de commerce	**Adoption de clauses miroirs dans les accords de commerce en cours de finalisation pour mettre en place une véritable conditionnalité tarifaire**	**Aucune avancée ?** → Cette piste n'est toujours pas sérieusement explorée dans le cas de l'accord UE Mercosur, ni des accord UE/Mexique ou UE/Chili qui arrivent prochainement à ratification, ni de l'accord UE/Nouvelle-Zélande.	